

RESEARCH OUTPUTS / RÉSULTATS DE RECHERCHE

Du pouvoir des initiatives citoyennes

Loute, Alain

Published in:
Reliures

Publication date:
2014

Document Version
le PDF de l'éditeur

[Link to publication](#)

Citation for pulished version (HARVARD):

Loute, A 2014, 'Du pouvoir des initiatives citoyennes' *Reliures*, Numéro 32, p. 17-18.

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

Du pouvoir des initiatives citoyennes

Alain LOUTE, président de Periferia



Un groupe de femmes sans abri cherche des solutions au mal-logement et fait changer des règlements pour l'accès au logement social.

Des habitants participent à l'élaboration de propositions pour l'aménagement des espaces publics de leur quartier; puis se constituent en collectif local pour le développement durable du quartier.

Des jeunes se donnent rendez-vous le samedi autour d'un barbecue pour réaménager des friches urbaines avec les matériaux trouvés sur place, dans un esprit de production artistique et de réappropriation des espaces par les habitants.

Des militants occupent un bâtiment avec des personnes disposant de peu de ressources pour vivre ensemble et montrer qu'il est nécessaire d'inventer d'autres solutions pour habiter.

Sur une place publique bordelaise, une cabane résiste aux rénovations urbaines pour maintenir un lieu pour les gens de passage où on boit un café, on répare les vélos, on taille le bois, on fait un potager...

Remettant en question l'image de citoyens reclus dans leur sphère privée, de nombreuses actions et initiatives citoyennes se mettent en place, et ce dans tous les champs de la vie socio-économique. Quel sens donner à ces actions citoyennes ? Quel rôle jouent-elles dans nos sociétés ?

Loin de proposer ici une analyse exhaustive, nous relevons différents traits communs à ces diverses initiatives.

Des initiatives aux multiples pouvoirs

Nombre de ces expériences rapportent l'exercice d'un réel **pouvoir d'enquête**. Affectés par des nuisances, inquiétés par des problèmes de santé publique ou des questions d'aménagement du territoire, des citoyens partent à la recherche d'informations et mettent en œuvre une véritable enquête collective². Ce processus permet de collectiviser les situations et de repérer les problèmes récurrents et communs à de nombreux citoyens. Plutôt qu'une opinion publique à convaincre, les citoyens jouent un rôle actif et participent à la production d'un savoir commun face à des problèmes complexes et inédits.

Cette capacité à rendre visibles des problèmes communs et récurrents permet à des collectifs de citoyens d'exercer un véritable **pouvoir de vigilance**. Force est de constater que face à de nombreux problèmes, les acteurs politiques agissent bien souvent dans "l'après-coup", une fois que le mal est fait et qu'on ne peut plus nier son existence. Face à des problèmes mal identifiés, des collectifs de citoyens tirent pourtant souvent la sonnette d'alarme. En rendant

visibles ces problèmes, en faisant pression sur les élus communaux pour qu'ils les inscrivent à l'agenda politique, ces actions proactives attirent l'attention sur des enjeux essentiels.

Ce pouvoir de vigilance est indissociablement un **pouvoir d'interpellation ou d'opposition politique**. Celui-ci peut aller jusqu'à questionner le concept même de citoyenneté. N'est-ce pas ce qui se joue à travers l'expérience des comités de soutien de sans-papiers ? Au-delà du soutien d'individus singuliers, ces collectifs de citoyens n'ont-ils pas pour effet de questionner l'accès à la citoyenneté ? D'autres collectifs remettent en débat la question de l'accès à la ville, à la santé...

Autre force de nombreuses initiatives citoyennes, elles possèdent un **important pouvoir de connexion** de différents acteurs. Face à certains enjeux locaux, des collectifs se constituent en croisant des acteurs cloisonnés. A titre d'exemple, des collectifs de citoyens, syndicalistes, écologistes peuvent se rassembler autour de questions d'aménagement du territoire ou de mobilité. Ces enjeux deviennent l'occasion de nouvelles alliances et coopérations. Un bel exemple revient aux Etats Généraux de l'Eau à Bruxelles³. Partant d'une problématique d'inondation récurrente dans un fond de vallée, les citoyens arrivent à fédérer une solidarité qui dépasse les frontières administratives en créant une entité pertinente à partir de laquelle la problématique de l'eau doit être envisagée. Ce faisant, ils mobilisent prévention et solidarité entre citoyens, mais interpellent également toutes les échelles,

régionales, intercommunales et communales pour prendre en charge collectivement et prospectivement la problématique de l'eau.

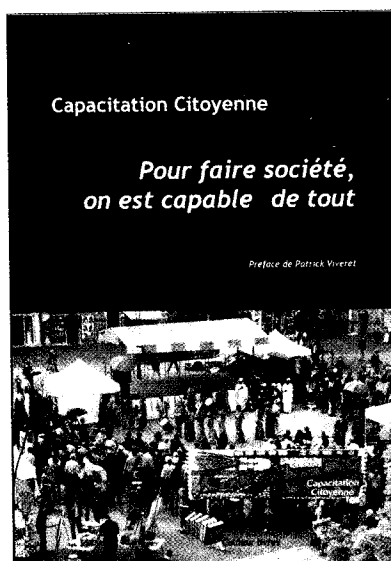
Être conscient des vulnérabilités de ces initiatives : quelques défis

Paradoxalement, ces initiatives citoyennes, malgré leurs forces, sont vulnérables. Elles restent parfois à la merci d'opportunistes qui peuvent instrumentaliser ces forces. Ces expériences peuvent mettre les citoyens en "risque", voire les rendre vulnérables. En jouant le jeu de la délibération, les citoyens partagent, dévoilent leurs attentes et les informations qu'ils détiennent sur un problème. Certains acteurs (politiques, experts, industriels, etc.) risquent de ne pas jouer le jeu et de s'appropriar ces informations.

Face à la possibilité de capture des pouvoirs des initiatives citoyennes, un premier défi est de **renforcer** ces collectifs citoyens. Cela peut passer par des démarches d'éducation permanente ou la production de méthodologies qui permettent de soutenir les processus d'enquête collaborative citoyenne⁴.

Il arrive également que ces initiatives soient **ambiguës**. Dans certains contextes, elles ont pour effet de "démocratiser" la vie locale. D'autres expériences, par contre, rapportent des réactions de type NIMBY (Not In My BackYard – pas-dans-mon-arrière-cour) : des collectifs s'opposent purement et simplement à des initiatives publiques dont ils refusent d'assumer les effets. A titre d'exemple, des comités de riverains peuvent s'opposer à l'implantation d'un centre de réfugiés ou à l'aménagement d'une gare RER, dans une démarche de pure opposition, sans chercher à participer au débat public et à croiser les points de vue et perspectives.

Un second défi est de **consolider** les échanges entre collectifs citoyens et acteurs de la société civile organisée. Une focalisation exclusive sur ces différentes initiatives citoyennes pourrait nous faire oublier que, dans nos sociétés



POUR FAIRE SOCIÉTÉ, ON EST CAPABLES DE TOUT

Capacitation Citoyenne
Patrick Viveret (préfacier)
Présentation du projet de Capacitation citoyenne, qui réunit une centaine de collectifs en France et en Belgique. Engagés dans leurs quartiers, ils oeuvrent pour un changement social profond et luttent contre les inégalités éducatives, la solitude, la xénophobie, l'exclusion, etc

Couleur Livres, 2013, 10 €
Réf.: REL23039 Prix Rel.: 9 €

capitalistes et inégalitaires, la démocratie passe également par la démocratie sociale et économique que rend possible l'existence d'une société civile organisée (syndicat, mutualités, etc.). Selon nous, renforcer l'interaction entre gouvernants et gouvernés, au détriment des acteurs sociaux intermédiaires reconnus reviendrait indéniablement à renforcer les inégalités socio-économiques. Garantir des espaces où ces différents acteurs puissent s'exprimer et être entendus, produire et garder mémoire des traces de leurs échanges, devrait contribuer à rendre visibles les complémentarités et la diversité des points de vue en présence.

Malgré la vulnérabilité et l'ambiguïté de certains comités de riverains, il nous semble essentiel de continuer à faire le pari de ces initiatives citoyennes. Sur toute une série d'enjeux locaux (mobilité, aménagement du territoire, etc.), leurs pouvoirs d'enquête, de vigilance et d'interpellation politique constituent un élément clé de la démocratisation de nos sociétés. ■

L. et LOUTE A., "Nouvelles vulnérabilités, nouvelles formes d'engagement, Apports pour une critique sociale", in Nouvelle critique sociale, Europe-Amérique Latine, Aller-Retour, M. Maesschalck et A. Loute (éds.), Polimetria, Monza, 2011, pp. 155-192. Accessible en Open Access sur le site de l'éditeur (www.polimetria.com).

3. <http://www.egeb-sgwb.be/Home>.

4. L'accès aux outils de représentations de problématiques complexes à partir de l'accumulation d'indications de citoyens est également un élément essentiel. Citons les Map It à titre d'exemple. Ces outils donnent rapidement un support à des représentations collectives d'un territoire.

1. L'auteur tient à remercier Patrick Bodart et Loïc Géronnez pour leurs commentaires et remarques.

2. Concernant ce "pouvoir d'enquête", nous nous permettons de renvoyer le lecteur à l'article suivant : BLESIN